



N° BLA/73- 12 décembre 1969

LES SOCIALISMES ARABES ACTUELS

M. Borrmans

Depuis une dizaine d'années, plusieurs pays arabo-musulmans, tant au Moyen-Orient qu'au Maghreb, ont opté pour la voie "socialiste" du développement. Sans négliger les efforts tentés en ce sens par l'Irak et le Yémen, ou les projets conçus par le Soudan et la Libye, il apparaît que la Syrie et l'Égypte (R. A. U.), d'une part, la Tunisie et l'Algérie, d'autre part, se présentent aujourd'hui comme des pays authentiquement et résolument socialistes. Mais quel est ce socialisme qui se veut ba'thiste en Syrie, simplement arabe en Égypte, destourien en Tunisie ou démocratique et populaire en Algérie ? Les aléas de l'histoire contemporaine et les personnalités nationales ont favorisé l'éclosion de ces socialismes très divers entre lesquels, cependant, on peut déceler bien des points communs. Après un bref aperçu sur les événements majeurs qui ont marqué l'histoire contemporaine, on tentera de présenter dans le document qui suit les lignes maîtresses et les techniques propres de chacun des quatre socialismes ici envisagés, reportant en annexe une information succincte et synthétique sur le socialisme du Mali, pays d'Afrique noire à population majoritairement musulmane.

A - Quelques dates essentielles de l'histoire contemporaine de ces pays.

Dès la fin de la dernière guerre mondiale, un monde nouveau naît dans ces pays, caractérisé par la liquidation des structures héritées de l'ère coloniale. C'est la fin des mandats français sur le Liban et la Syrie (1941-1945) ; c'est la fondation de la Ligue des États Arabes (22 mars 1945) ; c'est la fin du mandat britannique sur la Palestine (14 février 1947) et la fondation de l'État d'Israël, reconnu par un vote de l'O. N. U. (29 novembre 1947) qui partage la Palestine entre Arabes et Juifs, État dont les frontières de fait seront celles que lui donnera l'armistice final signé entre lui et les États Arabes (janvier-avril 1949) après ses victoires militaires. Pendant que la Syrie connaît ses premiers coups d'état "en série", l'Égypte s'achemine vers une première crise : le 26 janvier 1952, c'est l'incendie du Caire et, le 23 juillet 1952, c'est le coup d'état militaire qui met fin à la monarchie et installe Mohamed Naguib au pouvoir.

De 1952 à 1956, le Moyen-Orient opte de plus en plus pour le Neutralisme. Les partis politiques sont dissous en Égypte (16 janvier 1953) ainsi que les Frères Musulmans (14 janvier 1954) pendant qu'une première réforme agraire y est entreprise (9 septembre 1952) et que Gamal Abdel Nasser y propose sa philosophie de la Révolution (avril 1954). Les Anglais décident enfin d'évacuer leurs bases du Canal de Suez (traité anglo-égyptien du 19 octobre 1954), Gamal Abdel Nasser prend définitivement le pouvoir le 14 novembre 1954 et noue d'utiles relations avec la Yougoslavie (rencontre Tito-Nasser, le 5 février 1955). C'est l'époque du Pacte de Bagdad (février-avril 1955) qui réunit Turquie, Irak, Iran, Pakistan et Grande Bretagne, comme c'est aussi l'époque de Bandoeng (17-24 avril 1955). Deux années durant, les tractations vont traîner, entre l'Égypte et les U.S.A., pour le financement du Haut-Barrage d'Assouan et le réarmement des forces égyptiennes. C'est alors que l'U.R.S.S. fait ses offres, pendant qu'elle favorise l'ascension du Ba'th en Syrie. Le 26 juillet 1956,

devant le refus définitif des crédits américains, c'est la nationalisation du Canal de Suez et les événements politico-militaires qui s'ensuivent : la campagne militaire (29 octobre-6 novembre 1956), l'intervention des U.S.A. et de l'U.R.S.S., la victoire morale du Président Nasser.

De 1956 à 1961, le Nassérisme donne à l'Égypte une audience internationale jamais égalée jusque là : c'est la "période de Bandoeng", le triomphe du "non-alignement" et le refus progressif des collaborations communistes, sur place, en Égypte. Le Moyen-Orient connaît la "doctrine Eisenhower" (31 décembre 1956), divers regroupements (républicains ou monarchiques) pendant que l'U.R.S.S. y intensifie ses interventions. L'Égypte multiplie alors ses rapports avec l'Est et, du 26 décembre 1957 au 1^{er} janvier 1958, le Caire est le siège de la Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques (46 pays). En février 1958, la Syrie, pour échapper à une satellisation soviétique, demande l'union avec l'Égypte : la République Arabe Unie naît ainsi, pendant que les communistes égyptiens se regroupent (28 février 1958) et que Nasser se rend à Moscou (29 avril-16 mai 1958). Mais le 14 juillet 1958, c'est la révolution sanglante à Bagdad : fin de la monarchie Hachémite et dictature du général Kassem qui s'appuie sur des éléments pro-soviétiques. Par contre-coup, c'est l'intervention militaire américaine au Liban, divisé contre lui-même (15 juillet 1958), pendant qu'une intervention anglaise vient soutenir le royaume Hachémite de Jordanie (17 juillet 1958). L'élection du Président Chéhab, au Liban (31 juillet 1958), est considérée comme un triomphe du Nassérisme. Les premiers mois de 1959 voient la répression des activités communistes en Égypte et même un rapprochement de celle-ci avec les royautes arabes. Octobre 1959 est témoin de deux grands procès anti-communistes au Caire. Parallèlement l'Égypte s'engage dans la voie de la planification et d'une grande socialisation.

De 1961 à juin 1967, le Socialisme triomphe en Égypte ainsi qu'en Syrie (de même qu'en Tunisie et en Algérie ; cf. plus loin). La rupture de l'union syro-égyptienne, consommée le 28 septembre 1961, amène le Président Nasser à une révision décisive : c'est le point de départ d'une étape plus décidément engagée dans l'édification du socialisme. Le 21 mai 1962, la Charte Nationale est publiée, au Caire, et, en décembre 1962, l'Union Socialiste Arabe est constituée en parti unique de masse. En même temps, l'Égypte s'engage toujours plus à soutenir la révolution républicaine au Yémen (26 septembre 1962). Bagdad connaît une autre révolution sanglante qui permet au Ba'th d'accéder au pouvoir (8 février 1963), avant d'en être évincé, à son tour, par le Maréchal Aref (18 novembre 1963), et Damas voit le Ba'th assumer le pouvoir (8 mars 1963) pour ne plus le lâcher désormais. En janvier 1964, le Sommet arabe du Caire est témoin d'une éphémère réconciliation générale. En mai 1964, Kroutchev visite l'Égypte ; en janvier 1965, la Syrie connaît de nombreuses nationalisations et, le 23 février 1966, un nouveau coup d'état y évince les chefs historiques du Ba'th au profit d'un Néo-Ba'th qui se situe plus à gauche et s'appuie sur ses milices populaires. On sait comment la Syrie, à la fin de mai 1967, a réussi à mobiliser les autres pays arabes pour la "campagne des six jours" (juin 1967), campagne malheureuse s'il en fût jamais, puisqu'elle devait permettre à Israël d'occuper le Sinaï, la Cisjordanie et le Golan. Depuis lors, la Syrie a donné tout son appui aux mouvements de résistance armée palestiniens.

Le Maghreb, pendant tout ce temps-là, avait pu s'intégrer peu à peu aux divers courants qui animaient le monde arabe, Maroc et Tunisie étaient devenus indépendants en mars 1956, après des événements tragiques et des occasions manquées d'accès pacifique à l'indépendance. Très vite, la Tunisie était devenue république (27 juillet 1957). Le 1^{er} novembre 1954, la "révolution algérienne" s'était déclenchée, engageant le cœur du Maghreb dans un processus irréversible où la contestation était nationale et sociale à la fois. Le 1^{er} juillet 1962, l'Algérie était enfin indépendante après des années d'un drame invraisemblable : appliquant le programme de Tripoli et la charte d'Alger, le FLN relayé par Ben Bella décidait alors d'en faire une république démocratique et populaire, de caractère profondément socialiste. En 1963, ce sera, dans la foulée de l'occupation des "biens vacants", la reprise de toutes les terres appartenant aux étrangers. En juin 1965, la "rectification" de la Révolution, par le Colonel Boumédiène, ne fera qu'accélérer le processus de socialisation. La Tunisie, de son côté, avait connu, en juillet 1961, les journées difficiles de Bizerte, que la France évacuera en octobre 1963. En 1964, le Parti libéral destourien s'y proclamera Parti socialiste destourien, sanctionnant ainsi le choix "socialiste" amorcé par le pays depuis 1961, et cautionnant la reprise générale des terres encore détenues par les étrangers (mai 1964).

B - Le "socialisme arabe" de la R. A. U. (Égypte)

Comme vient de le rappeler ce bref historique, le socialisme n'est pas apparu tout d'un coup en Égypte. Des idées socialistes, apparentées à celles du labour britannique avaient eu le temps d'y faire leur chemin, avec un Salâma Mûsâ, par exemple, lequel avait fondé un Parti Socialiste égyptien en 1920. D'autres courants, de gauche (communistes) ou de droite (Frères musulmans), avaient également

développé, plus récemment, une attitude d'accueil envers l'idéologie socialiste. L'Égypte nouvelle, cependant, s'est réveillée, en 1952, affrontée à ses véritables problèmes, ceux d'un développement global et rapide qu'exigeait un peuple trop longtemps oublié par certaines de ses élites "occidentalisées" dans des perspectives d'économie libérale.

Dès l'époque du Neutralisme, la réforme agraire fut commencée (9 septembre 1952). La "Philosophie de la Révolution" vint donner un contenu à l'idéologie nouvelle. Une première phase, dite de "planification", témoigne alors de la volonté égyptienne de "rationaliser" son économie. Mars 1955 voit la création du Comité National de la Planification, en même temps que diverses tentatives sont faites en vue d'une union économique arabe (août 1956 : premières "résolutions"). Passée à l'époque du Nassérisme, l'Égypte s'engage plus résolument dans les réformes. Le 13 janvier 1957, elle crée son Comité Supérieur de la Planification Nationale et procède aussitôt à l'égyptianisation des banques, compagnies d'assurance et maisons de représentation commerciale (15 janvier). Des accords commerciaux sont signés avec l'Est, de mars à mai 1957. Le 11 février 1960, c'est la nationalisation de la Banque Misr et de la National Bank of Egypt. Un conseil économique arabe est fondé pour relancer les efforts pour la création d'un marché commun arabe (13 mars 1960). Le 5 mai 1960, l'Égypte réorganise ses Syndicats en un Syndicat unique pour chaque profession et, le 24 mai, elle nationalise la presse. Le parti unique, l'Union Nationale Égyptienne, fondé le 28 mai 1957, en est désormais le seul propriétaire. Le 15 avril 1961 est créé un Conseil Supérieur des Organismes publics (organisme économique, organisme Misr, organisme Nasr, organisme coopératif de production, organisme économique de consommation, organisme coopératif agricole). Du 6 juin au 5 juillet 1961, c'est la nationalisation du commerce du coton ; le 9 juillet, celle des transports maritimes et, le 20 juillet, celle de toutes les banques et compagnies d'assurance, ainsi que de 288 sociétés privées ou semi-publiques. Ainsi donc, lors de la rupture de l'union syro-égyptienne, l'Égypte avait-elle déjà opéré les nationalisations nécessaires.

Passée la rupture et opérée l'autocritique du Président Nasser, celui-ci s'engage alors dans l'édification d'un socialisme combatif. Du 22 octobre au 15 novembre 1961, l'Égypte met sous séquestre les biens de 600 personnalités "capitalistes réactionnaires". Le 16 décembre 1961, toute l'économie (les 367 sociétés existantes) est répartie en 38 organismes publics dont les conseils d'administration sont pourvus de leurs membres par décision gouvernementale (avril-mai 1962). Le 21 mai 1962, c'est enfin la promulgation de la Charte Nationale, laquelle précède de peu la création de l'Union Socialiste Arabe (décembre 1962). Dès lors, le parti unique n'a plus la seule fonction d'exprimer et de renforcer l'unanimité nationale (ijma' politique), mais une autre fonction lui est proposée, à savoir la construction d'un "socialisme arabe", qui correspondrait aux aspirations naturelles du peuple.

Le fait est que le coup d'état de 1952 n'avait guère de programme précis. Procédant d'un sursaut national, il était cependant inspiré, comme l'explique la Charte (Mithâq) de 1962, par "six principes que la volonté révolutionnaire avait élaborés en s'inspirant des aspirations de la lutte populaire et de ses besoins... : liquider le colonialisme et les traîtres égyptiens qui l'appuyaient, liquider le féodalisme, mettre fin à la domination du capital sur le pouvoir, instaurer l'équité sociale, constituer une armée nationale puissante, établir une démocratie saine". On comprend alors que la réforme agraire de septembre 1952 ait été voulue comme un geste de justice beaucoup plus que comme une mesure urgente de progrès économique. En limitant la propriété foncière à 200 feddans (84 hectares) et, plus tard, à 100 feddans (juillet 1961), l'État voulait faire accéder les petits paysans à la propriété. L'Égyptianisation puis la nationalisation des secteurs industriels et commerciaux visaient, de leur côté, à libérer ces secteurs-clés de l'économie nationale de toute emprise étrangère ou nationale-capitaliste. La planification enfin, organisée dès 1955, devait tendre à harmoniser toujours plus les divers secteurs de cette économie, pour y développer prioritairement les secteurs faibles et pourtant essentiels à tout développement subséquent (industrie lourde à Helouan, par exemple), la construction du Haut-Barrage d'Assouan étant comme le symbole de cette entreprise d'investissement national en infrastructures "lourdes". Chose étrange, l'union avec la Syrie, qui était alors très attachée à son économie libérale, eut pour effet de freiner cette évolution de l'économie égyptienne vers le socialisme désiré. La sécession de la Syrie a donc rendu l'Égypte au socialisme : la Charte en a renforcé l'idéologie et l'Union Socialiste Arabe est venue mobiliser la nation au service de cet effort collectif. Avec ses unités de base au niveau du village ou du quartier, avec ses markaz-s, ses qism-s et ses bandar-s au niveau supérieur, avec ses "comités départementaux" et son Comité Exécutif suprême, le parti entend animer, à tous les échelons, l'effort des Égyptiens en vue d'édifier une société socialiste.

Mais de quel socialisme s'agit-il ? On le définit "socialisme coopératif" (ichtirâkiyya ta'awuniyya), spécifiquement arabe et volontiers humaniste, voire spiritualiste. Le fait est que musulmans et chrétiens semblent s'y trouver à l'aise et qu'on y parle souvent du "socialisme de

l'Islam". Abdallah al-Arabi le définit ainsi, dans la *Revue des Sciences politiques* : "le socialisme égyptien est un système politique tendant à promouvoir un certain esprit de fraternité organisée qui vise à dissoudre les différences de classe en une seule (classe), sans lutte, et où ces individus varieront suivant leurs travaux, sans barrière obstruant la montée de chacun, tout en adoptant une attitude positive dans le conflit mondial, exprimant ainsi la jeunesse de l'idéal suprême qui dirige notre société, parmi les entités indépendantes qui l'entourent et auxquelles nous sommes rattachés par les liens de l'unité ethnique et des intérêts régionaux". De son côté, el-Mut'i, dans un livret de la collection Iqra', déclare : "Le socialisme scientifique dans la Charte signifie le recours aux données de la science moderne et de la technique pour traiter d'une manière plus correcte l'étude de la société, des biens et des ressources, en tablant sur les statistiques, les enquêtes, etc... . Le socialisme arabe adoptera donc la méthodologie scientifique pour une recherche innovante et ajoutant, dans une phénoménologie créatrice, à la lutte pour l'unité, la libération des valeurs tant théoriques que pratiques".

Muhammad Hasanayn Haykal, quant à lui, précise dans *Al-Ahrâm*, que la "différence est essentielle entre le socialisme arabe et le communisme". En effet, si le communisme prêche la lutte des classes et la dictature du prolétariat, le socialisme arabe, au contraire, prône l'unité nationale et refuse l'hégémonie d'une classe quelconque, tous les citoyens étant solidaires. A la différence du communisme, le socialisme égyptien élimine l'exploitation et "convertit" l'exploiteur, il respecte la propriété privée ou l'indemnise, il fonde l'organisation sociale sur les personnes et non sur la collectivité, refusant ainsi de sacrifier le bien-être des hommes d'aujourd'hui au bonheur hypothétique de ceux de demain ; enfin le socialisme arabe, loin de combattre la religion, en reconnaît la nécessité pour garantir à la société des bases solides et faire rendre aux énergies toutes leurs potentialités. De la sorte, "le socialisme arabe se sent libre de construire et d'ajouter encore à cet héritage (des socialismes européens installés dans leur succès)".

Il faut le répéter, l'effort égyptien en vue du socialisme n'est pas achevé, loin de là, et les choix faits par le Caire en politique étrangère l'ont réduit ou, peut-être, momentanément arrêté ; il y eut la guerre du Yémen, puis la "guerre des six jours" entraînant, à son tour, l'occupation du Sinaï et le problème douloureux des centaines de milliers de réfugiés en provenance de la zone du Canal. De toute façon, de nombreuses réalisations, en Égypte, témoignent que l'effort socialiste est venu y renforcer l'effort national : développement industriel et agricole, scolarisation massive, promotion des masses.

C - Le socialisme ba'thiste en Syrie.

La Syrie, enfin libérée de toute présence militaire étrangère en mai 1945 et donc désormais indépendante, est un pays aux ressources agricoles et commerciales inépuisables où, de tout temps, l'initiative privée a été l'élément essentiel du dynamisme économique. Malgré sa population majoritairement musulmane, le pays connaît une multiplicité d'ethnies et de regroupements religieux qui semble l'inviter à pratiquer un vaste pluralisme socio-religieux. Les Sunnites n'y sont pas qu'Arabes (il y a des Kurdes, des Tcherkesses, des Turcomans, etc...), les Chi'ites y sont surtout Ismaéliens et des groupes issus de l'Islam et devenus marginaux y donnent à certaines provinces un caractère de franche autonomie (Nusayris ou Alawites dans le Nord-Ouest, Druzes dans le Sud). Les Chrétiens (le dixième de la population approximativement) y sont orthodoxes ou catholiques et appartiennent aux rites ou "confessions"(tâ'ifa-s) les plus divers (grecs, maronites, syriens, arméniens, nestoriens, chaldéens). Fondé en 1933, le Parti Populaire Syrien d'Antoine Saadé fut le premier à promouvoir les perspectives socialistes dans le pays, mais ce mouvement devait disparaître avec son fondateur, exécuté en avril 1949. C'est le parti Ba'th qui, ayant fait du socialisme l'une des exigences du nationalisme, a fini par en faire triompher les thèses au terme des péripéties politiques évoquées plus haut (cf. aussi Édouard SAAB, *la Syrie ou la révolution dans la rancaeur*, Paris, Julliard, 1968, 309 p.)

La Syrie avait connu une première tentative de Réforme agraire (limitation des superficies de la propriété rurale privée en fonction de la qualité des sols) ainsi qu'un premier Code du travail agricole, en 1955, dans l'euphorie de l'Union syro-égyptienne naissante. La rupture de celle-ci, en 1961, avait tout remis en cause. On sait comment le Ba'th orthodoxe prit le pouvoir à Damas en mars 1963 avant de s'infléchir en un Néo-Ba'th plus radicalement socialiste et syrien, en février 1966. La construction socialiste, en Syrie, date donc de ces toutes dernières années seulement. Dès la prise de pouvoir par le Ba'th, la "révolution socialiste" est engagée, conformément aux principes du Parti (qui seront exposés plus loin). C'est la nationalisation de toutes les Banques (2 mai 1963) et la reprise en même temps que la modification de la Réforme agraire (loi du 23 juin 1963 réduisant les superficies permises) et des régimes de Travail agricole (20 octobre 1963), suivies bientôt de l'Appropriation des

machines agricoles aux coopératives agricoles (29 novembre 1964) et d'une Loi sur la Fédération générale des Paysans (14 décembre 1964) qui tend à "organiser" les masses rurales du pays.

Parallèlement, l'industrie syrienne est nationalisée : une première loi était venue organiser les Syndicats sous forme unitaire (29 février 1964), une autre l'avait suivie qui prévoyait la Généralisation du principe de l'autogestion dans les entreprises nationalisées (16 avril 1964), plusieurs autres ensuite nationalisèrent les diverses branches de l'industrie (toute l'année 1964), jusque et y compris l'industrie pétrolière (22 décembre), pour y substituer un Organisme général du Secteur public industriel (13 mai 1965). Par la suite, le commerce avec l'extérieur fut à son tour nationalisé (le commerce d'importation, le 18 février 1965 ; celui d'exportation le 24 avril 1965), avant que soit enfin créé un Office National de Consommation (28 février 1965). Ces nationalisations affectèrent même les livres universitaires (21 septembre 1963) et entraînèrent la Soumission des Centres et Instituts culturels étrangers à la surveillance de l'Etat (31 décembre 1964).

Telle est la législation socialiste mise en place par le Gouvernement issu de la révolution du 8 mars 1963 : celui-ci ne voit dans ces mesures que le commencement d'une révolution réelle, dans tous les domaines, "pour l'édification de la société nouvelle". Il est temps de préciser quels sont donc les objectifs du Socialisme ba'thiste. Fondé en 1940 par un universitaire aux idées "personnalistes", Michel 'Aflaq, le Parti a très vite développé un "projet socialiste" en économie politique, projet qu'il a toujours voulu intégrer à sa vision plus large d'une "patrie (Umma) arabe unique, sujet d'une Mission (risâla) éternelle" qu'il lui faut réaliser dans l'histoire. Si le Ba'th (Résurrection... de cette patrie) est d'abord un nationalisme intransigeant, pour lequel les nationalités arabes actuelles ne représentent que des "provincialismes" chauvins destinés à se fondre un jour dans la Patrie arabe de demain, il est aussi un "socialisme original", laïc et arabe, qui prétend bien ne rien devoir aux socialismes européens.

Conscient que la Nation arabe a une "Mission éternelle" dans l'histoire, le Ba'th entend refuser à la fois le communisme et tout nationalisme étroit ou fanatique ; intégrant la religion tout en se voulant résolument "laïc", il fait à l'Islam une place particulière dans sa vision de la "Mission arabe", laquelle vise à assurer l'Unité, la Liberté des personnes et le Socialisme comme moyen pour une société plus juste. Il s'agit d'un "socialisme arabe", différent de tout autre, parce qu'arabe, et il est arabe parce qu'il découle des conditions concrètes et des besoins de la société arabe et qu'il est intimement lié au Nationalisme arabe. Le problème de la lutte des classes se pose alors tout autrement : le Progressisme (taqaddumiyya), ici, vise à libérer tous les Arabes des oppressions politiques, économiques et sociales, par un processus "révolutionnaire" (inqilâb) dans le cadre de leur unique Nation. On comprend alors la définition suivante de 'Aflaq : "Le socialisme, dans le Ba'th arabe, se limite à organiser l'économie (tanzîm iqtisâdi), en vue de redistribuer les richesses dans le monde arabe, de jeter les bases d'une économie garantissant l'égalité et la justice entre les citoyens, et de promouvoir une révolution dans la production et les moyens de production". "Nous pouvons affirmer, dit encore 'Aflaq, que le nationalisme arabe est synonyme de socialisme à l'époque actuelle et qu'il n'y a aucune contradiction, ni antagonisme, ni lutte entre les nationalistes et les socialistes... Les Arabes savent que (leur) combat, à l'époque actuelle, repose sur l'ensemble des Arabes et qu'il n'est pas possible qu'ils participent ensemble à ce combat s'ils sont exploités et divisés en maîtres et en esclaves. Les implications mêmes de la lutte nationale rendent nécessaire la doctrine "socialiste... Les nationalistes arabes, ce sont eux les socialistes.

Familier de l'action clandestine et habitué aux directions collégiales, à tous les échelons, le Ba'th a donc essayé de commencer à édifier en Syrie une société socialiste qui préfigurerait déjà ce que sera demain le socialisme de la Nation arabe. La Constitution provisoire de mai 1969 déclare en effet que "la Syrie est un état démocratique, populaire et socialiste" (art. 1) que "le parti dirigeant dans la société et l'état est le parti Ba'th arabe socialiste" (art. 7), que les "organisations populaires et les coopératives sont des entreprises qui groupent les forces générales du peuple, pour actualiser les biens des individus et participer à l'évolution de la société" (art. 8) et que "l'économie, dans l'état, est une économie socialiste planifiée, laquelle exclut toute forme d'exploitation". Ainsi donc, comme le dit un Manuel syrien d'Économie : "Le socialisme s'impose comme solution décisive. Non seulement parce qu'il est le régime le plus juste et le meilleur, mais aussi parce qu'il est la solution pour réaliser le développement..., et qu'il garantit également la solution des problèmes politiques et nationaux (du pays)... Les régimes socialistes peuvent accomplir des miracles... ; venir à bout des colonialismes, effacer les traces du sous-développement, construire un état national, libérer l'homme de tous ses oppresseurs et de toutes ses craintes... Le socialisme est le régime dans lequel l'homme se transporte du monde de la restriction et de la misère au monde de la liberté et de la conscience, c'est le régime économique-social qui produit la justice entre les gens, qui réalise pour eux l'égalité des chances, qui leur garantit le nécessaire pour une vie digne, qui fait cesser l'exploitation de l'homme par l'homme".

"Le socialisme syrien, on l'a dit, n'en veut pas tant au système capitaliste qu'à ses ravages, conclut E. Saab (cf. titre, plus haut). Si le militant ba'thiste ou néo-ba'thiste est décidé à la détruire, ce n'est pas tant pour proclamer la primauté d'une autre doctrine à laquelle il n'a pas encore adhéré, que pour défendre, plus que son droit à la vie, sa dignité de vivre" (p. 296), Il est bien vrai que le socialisme ba'thiste est exigé, avant tout, par "l'humanisme personnaliste" de sa vision de l'homme "arabe" humilié et divisé. "Si nous détenons le pouvoir en Syrie, déclarait jadis 'Aflaq, nous assurerons la justice. Peut-être ne pourrions-nous pas donner au peuple tout ce qu'il désire... On ne peut réaliser le socialisme en Syrie seulement... Notre socialisme ne pourra définitivement s'imposer que dans le cadre de l'Etat arabe unitaire, c'est-à-dire quand tout le peuple arabe sera libéré". Telles sont donc les perspectives pan-arabes de ce socialisme ba'thiste qui, pour l'heure, tente de réaliser en Syrie cette "société nouvelle" qu'il voudrait pour tous.

D - Le socialisme destourien en Tunisie.

Officiellement exprimées en 1961 lors de l'inauguration d'un nouveau village de l'O.M.V.V.M. (Office de mise en Valeur de la Vallée de la Medjerda), les perspectives socialistes enfin assumées par l'État tunisien ne représentaient pas cependant une nouveauté en Tunisie. Très longtemps le Mouvement national (Parti et Syndicat) avait puisé auprès des Socialistes français l'appui politique et les éléments de doctrine économique dont il avait besoin. Au seuil même de l'indépendance, en mars 1956, L'U.G.T.T. (mouvement syndical) avait déjà proposé ses "perspectives socialistes et planifiées de développement". Pendant plusieurs années, la Tunisie indépendante semble avoir pratiqué un libéralisme économique de plus en plus planifié (affirmation de l'indépendance économique) avant de s'engager enfin dans une politique de plus en plus rigoureuse où le modèle yougoslave (coopératives, autogestion) exerçait un certain attrait. La reprise des terres "étrangères" (1964) permit alors au secteur agricole traditionnel de rejoindre les formes culturelles modernes en s'intégrant, sous forme de Coopératives, aux Unités de production développées à partir d'une ancienne "ferme européenne". Le surgissement de grandes sociétés nationales d'économie mixte, la multiplication des coopératives de service dans les zones d'arboriculture traditionnelle, la généralisation des coopératives de production et de consommation dans les secteurs urbains, etc... tout cela représente les étapes successives d'une "mise en coopératives" qui se voulait à ce point totalitaire qu'elle devait finalement englober les derniers secteurs "privés" agricoles lorsque les récentes mesures de septembre 1969 sont intervenues pour mettre un frein au processus et rendre même au "secteur privé" bien des entreprises rurales et citadines qui supportaient mal cette "socialisation". Les perspectives socialistes, néanmoins, demeurent les mêmes puisque le Parti unique est toujours socialiste destourien" (appellation adoptée au Congrès d'octobre 1964), bien qu'il ait exclu de son sein Ahmad Ben Salâh, l'homme qui, pendant de très nombreuses années, a inspiré la forme radicale que le socialisme "coopératif" (ta'âdudî) avait prise en Tunisie.

Le socialisme destourien est "un ensemble cohérent de solutions finalisées par un but qui est le développement au sens plénier du terme, c'est-à-dire la croissance économique en vue de la promotion de l'homme, "Extrait des "Perspectives décennales". Au plan politique, il refuse la lutte des classes et fait appel constamment à l'union nationale ; profitant d'une constitution qui définit le régime comme présidentiel et bénéficiant de l'existence d'un Parti unique, animé par le Chef de l'État, capable d'animer tous les secteurs de la vie nationale, le socialisme destourien dispose donc des moyens politiques nécessaires à l'application de ses buts. Ses succès, au plan social, sont indéniables et s'inscrivent dans la ligne d'un développement global du pays : scolarisation à outrance qui retrouve une certaine "qualité", promotion de la condition féminine et promulgation d'un Code de Statut Personnel qui place la Tunisie parmi les pays le plus évolués sous cet angle, généralisation des services de santé et d'aide sociale qui profitent à toutes les couches de la population et aux zones les plus reculées de la République. Au plan économique, le socialisme destourien reconnaît la propriété privée mais lui rappelle aussi sa "fonction sociale" : l'État intervient donc dans tous les domaines en créant ses Sociétés Nationales, en encourageant les Sociétés d'économie mixte (capital local ou étranger), en planifiant dans les détails ses perspectives de développement et en multipliant les coopératives dans tous les domaines, sans attendre qu'elles naissent de l'initiative privée (secteurs agricole, artisanal et commercial). Les objectifs d'une telle politique globale sont résumés comme suit : décolonisation économique, promotion de l'homme, réforme des structures, "décollage" économique.

Les "sociétés coopératives" semblent avoir été choisies comme moyen privilégié de développement. Ceci est particulièrement vrai dans le secteur agricole, car elles ont permis à nombre de petits paysans de rassembler leurs terres autour d'un "noyau coopératif" constitué par l'ancienne "ferme européenne" (de type moderne) et, par suite, de passer ainsi à l'agriculture "moderne". Chaque coopérative comprend une assemblée générale des coopérateurs (obligatoires), un conseil

d'administration élu, avec un président, mais aussi des agents de tutelle de l'État (directeur, agent technique). Il apparaît que, jusque ces derniers temps, ces coopératives ont plutôt fonctionné comme des fermes d'État, la gestion appartenant (pour de nombreuses raisons, techniques et politiques) aux agents de tutelle et aux représentants de l'administration. Par suite, les coopérateurs semblent avoir développé une mentalité de salariés de l'État ; les problèmes de rendement sont parfois évincés au profit d'autres urgences. Tout ceci peut expliquer que la Tunisie ait éprouvé le besoin de réaménager le fonctionnement de ces Unités de production coopératives.

Le socialisme, en Tunisie, se confond donc presque avec la "construction nationale" : il a pu bénéficier des énergies que suscitait cette dernière. "Rendre à tous les Tunisiens leur dignité d'hommes, c'est-à-dire les libérer de toutes les forces qui les oppriment, leur donner les moyens décents d'une existence digne pour qu'ils accèdent enfin et participent à la condition humaine... pour y arriver, la Tunisie ne s'embarrasse d'aucune idéologie, n'applique telle quelle aucune doctrine politico-économique. Elle cherche librement son chemin... C'est dire que nous n'avons pas peur des mots : si le socialisme consiste à libérer l'homme du besoin, à lui donner, par le travail, la possibilité de se développer et de s'épanouir ; si le socialisme est cette recherche de l'équilibre, à l'intérieur de la société, par le travail, la prospérité et la justice, la Tunisie opte résolument pour le socialisme. Ce faisant, elle ne se réfère à aucune expérience étrangère. La planification tunisienne est socialiste dans la mesure où, par socialisme, nous entendons une société au service du plus grand nombre, axée sur une économie qui respecte l'homme en assurant le développement harmonieux de ses besoins et de ses moyens, dans la justice et l'égalité ; dans la mesure où le socialisme assure le maximum d'efficacité dans le maximum de liberté. Le socialisme en Tunisie doit répondre à une vocation nationale, renouer avec les tendances communautaires de notre peuple, afin de faire triompher la coopération et l'effort collectif. C'est cela qui définit le socialisme tunisien, néo-destourien" (Extrait des Perspectives décennales).

Telles sont les "raisons" qui animent le socialisme destourien en Tunisie. Il n'est ni le socialisme utopique ni le socialisme scientifique : il n'est ni du type "social-démocratie", ni du type "marxiste". Sans aucune référence religieuse explicite, il se veut tunisien au service de l'homme tunisien : essentiellement "pragmatique", il procède par étape, progresse empiriquement et n'a pas peur des révisions "raisonnées" quand les circonstances les exigent. C'est peut-être parce que le Tunisien est "trop humain" ! Si l'expérience d'une application radicale des principes socialistes vient de s'achever, c'est sans doute parce qu'elle finissait par faire passer l'idéologie avant l'homme : elle avait oublié, semble-t-il, certaines dimensions humaines qui demeurent connaturelles au caractère national tunisien.

E - Le socialisme algérien au cœur du Maghreb

Les masses populaires algériennes n'étaient devenues que trop sensibles à de nouvelles exigences de justice sociale lorsque l'insurrection de novembre 1954 éclata et permit au Front de Libération National (F.L.N.) de s'affirmer enfin comme le garant de ces aspirations à une dignité nationale et sociale à la fois. La coexistence entre les Algériens et Français, tant en Algérie qu'en France (où des centaines de milliers de travailleurs algériens avaient séjourné ou séjournent encore), avait développé chez les premiers le désir d'une vie plus digne et plus "moderne" : les partis politiques et les syndicats professionnels, français puis algériens, avaient, pour leur part, révélé à beaucoup les possibilités de réaliser leur nouvel idéal collectif grâce aux méthodes du socialisme "européen". Il est certain, en tout cas, que, pendant les longues années de guerre (novembre 1954-mars 1962), la Révolution algérienne s'est de plus en plus affirmée comme nationale et sociale à la fois : le peuple voulait enfin l'indépendance et la justice. Le Congrès de la Soummam (août 1956), le Programme de Tripoli (juin 1962) et la Charte d'Alger (1963) soulignèrent de plus en plus cette volonté algérienne de rompre non seulement avec la société coloniale mais aussi avec la société féodale. Les masses paysannes qui, plus que d'autres, avaient payé lourdement le prix de l'indépendance étaient en droit d'attendre beaucoup : l'Algérie se devait donc de choisir "une politique sociale au profit des masses pour élever le niveau de vie des travailleurs, liquider l'analphabétisme, améliorer l'habitat et la situation sanitaire, libérer la femme enfin (Programme de Tripoli). Pour réaliser un tel programme, le pays se devait donc d'opter pour une politique de planification avec la participation démocratique des travailleurs au pouvoir économique : réforme agraire et modernisation de l'agriculture, nationalisation du crédit et du commerce extérieur, nationalisation des richesses minérales et énergétiques, industrialisation".

De 1962 à 1965, l'Algérie a donc connu, dans l'effervescence de sa jeune indépendance, de nombreuses expériences qui tendaient à mobiliser les masses (emprunt national, opération "labours", opération "reboisement", etc...) en même temps que, sans plan préconçu, elle résolvait au jour le jour

les problèmes socio-économiques qui se posaient à elle. Le départ massif des Européens laissait des "biens vacants" qu'il fallait occuper et gérer : les domaines ruraux accédèrent ainsi tout naturellement à l'autogestion dont les règles et les réaménagements se succédèrent ensuite au fur et à mesure du déroulement de l'expérience. En 1953, ce fut la "reprise des terres" aux étrangers : l'autogestion s'y généralisait alors pendant que le secteur agricole traditionnel était laissé à ses propriétaires algériens et à ses habitudes de toujours. Dans le secteur commercial et industriel, l'autogestion était aussi de règle dans les entreprises "biens vacants", en attendant que des "Offices nationaux" viennent les organiser. On sait comment la politique des nationalisations s'est développée et même accélérée après les événements de juin 1965 : depuis, lors, l'Algérie, plus que jamais, tend à organiser ses divers secteurs économiques dans le cadre d'un plan rigoureux de développement généralisé et d'une autonomie des Communes et des Départements (Wilâya-s) qui sont appelés à avoir d'importantes responsabilités économiques locales.

En effet, l'indépendance acquise, la voie socialiste de développement est apparue comme la seule voie possible pour l'Algérie nouvelle. La voie capitaliste supposait une élite bourgeoise, or toutes les élites algériennes, aujourd'hui, sont d'origine populaire et proviennent de la paysannerie pauvre. D'autre part, les Algériens n'avaient pas payé un lourd tribut, lors de la guerre de libération, pour que l'indépendance se traduise par la substitution des "possédants" nationaux aux anciens possédants étrangers. D'où l'occupation des terres et des usines par les travailleurs, la nationalisation des biens mal acquis (par certains Algériens), l'interdiction des transactions immobilières, toutes mesures qui sont intervenues dès les premiers mois qui ont suivi l'indépendance. Le climat socio-politique qui a régné en Algérie avant et pendant la lutte de libération explique donc l'option socialiste prise par le pays depuis 1962.

Comment caractériser cette option par rapport aux socialismes en vigueur dans d'autres pays ? Pour le peuple, le socialisme signifie avant tout l'instauration de la justice sociale (l'école pour tous, l'eau et l'électricité pour tous les villages, le travail et le pain pour tous, etc...), conception qui met l'accent sur le social, au détriment parfois de l'économie (cf. surcharge de travailleurs dans certaines fermes ou usines). Pour les cadres techniques, partisans de l'efficacité économique et attachés exclusivement aux intérêts de l'État, le socialisme apparaît comme une technique de développement accéléré, comportant l'appropriation publique des moyens de production, la planification, l'accumulation financière par l'État, l'industrialisation et la réforme agraire, toutes choses qui sont les conditions nécessaires pour édifier une économie nationale indépendante, dont la croissance rapide doit être assurée par des dynamismes purement internes au pays et qui doit, à terme, satisfaire l'ensemble des besoins vitaux de la population dans l'ordre matériel et culturel. La direction politique du pays fait la synthèse entre les deux points de vue précédents en assignant à la Révolution socialiste le double objectif d'un développement rapide et autonome de la nation assorti d'une juste répartition du revenu national. Au total, la conception algérienne du socialisme rejoint celle des pays socialistes de l'Est européen, de Cuba et de l'Asie, sur trois points : la primauté de l'économie, l'édification d'une économie nationale indépendante, l'instauration d'une société socialiste par une juste répartition du revenu national (souci extrême des déshérités). Elle s'en sépare cependant sur d'autres points, car l'Algérie, tout en adoptant le socialisme scientifique dans ses aspects socio-économiques, en rejette le matérialisme historique, car le peuple algérien et ses dirigeants sont des Croyants. L'analyse algérienne va même plus loin, car elle considère que l'homme, même communiste, a besoin d'une foi, quelle qu'elle soit, et qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre socialisme et Islam puisque tous deux visent à une justice sociale effective. En outre, pour le socialisme algérien, point n'est besoin de la dictature d'un parti unique de type marxiste (le parti communiste) : le F.L.N., regroupement de toutes les énergies nationales et creuset de l'unité du pays, est le seul garant de la construction socialiste.

Faut-il le rappeler, le socialisme, en Algérie, "se construit" encore, et rien n'y est achevé aujourd'hui. Après les tâtonnements inévitables des premières années d'indépendance (le pays "partait de zéro" après sept ans de guerre et d'O.A.S.) Les progrès collectifs récents semblent indiquer que l'Algérie est sur la "bonne voie". Le développement économique commence à exercer ses effets : le planificateur a précisé ses étapes (1973, 1980, 1990) en suivant quatre schémas de développement en même temps, qui sont l'industrialisation et l'indépendance économique, l'agriculture et la réforme agraire, l'éducation et la formation des cadres, la promotion de l'homme dans tous les domaines. Les moyens de ce développement sont les investissements et l'accumulation financière, la récupération par la nation de ses ressources naturelles et leur extension ("le gaz pour tous"), le rôle prééminent de l'État qui contrôle l'investissement étranger (sociétés d'économie mixte) et national privé, la participation des travailleurs (autogestion, sociétés nationales) et des populations (assemblées de Communes et de Wilâya-s). Tout l'effort tend à créer une nouvelle société algérienne, laquelle est déjà en gestation : il suffit de considérer ici les progrès étonnants de la scolarisation et de la promotion technique, l'infrastructure généralisée de la santé publique, de l'habitat et des équipements collectifs, la mise au

travail et la transformation des conditions de vie des populations rurales, le développement local et régional, la transformation du "modèle de consommation" (salaires, prix, fiscalité). Tel est dont le "projet collectif" algérien que le socialisme actuel essaie de réaliser au cœur du Maghreb : il dispose pour cela d'atouts majeurs, tant en ressources matérielles qu'en richesses humaines. On sait aussi que ce socialisme algérien est "ouvert" à la coopération pan-maghrébine avec ses voisins immédiats et à une solidarité effective avec les pays d'Afrique et même du Tiers-Monde qui luttent pour la promotion de leur peuple, de même qu'il collabore sans complexe avec tous les pays développés, quelque soit leur régime, dès lors qu'ils respectent sa jeune souveraineté. On pourrait donc légitimement penser que l'exemple de "développement" socialiste algérien devienne un modèle pour d'autres pays qui cherchent encore une "voie" de développement.

ANNEXE

Le socialisme au Mali.

Son union avec le Sénégal était à peine rompue que le Mali a opté pour un socialisme de type résolument marxiste (22 septembre 1960) : refus de l'aliénation coloniale, souci d'efficacité, volonté de se situer à l'aile marchante de la révolution, orthodoxie marxiste vécue avec des traits africains (démocratie "vitale" et sens des valeurs spirituelles), telles sont les caractéristiques essentielles du socialisme malien développé par Modibo Keita. De lui-même il tendait à mobiliser les esprits et les cœurs pour la construction nationale et le développement.

Sur le plan économique, il a donc développé tout un système de Sociétés d'Etat et d'Organismes d'économie mixte, permettant un contrôle des postes les plus importants du développement économique (commerce avec l'extérieur, commerce intérieur et secteur industriel, commercialisation des produits agricoles, etc...). On sait que, naturellement, le pays n'est guère favorisé pour une industrialisation éventuelle. Sur le plan politique, il y eut d'abord la période de 1960 à août 1967 qui connaît des liens étroits entre l'administratif, l'économique et le judiciaire d'une part, et la politique d'autre part. A partir d'août 1967, on a assisté à un renforcement de l'intervention du politique dans tous les secteurs de la vie nationale (épuration du Parti unique pour en faire un parti de militants, renforcement du quadrillage politique des villages et des quartiers urbains, préparation d'une milice). Le coup d'Etat militaire du 19 novembre 1968 a entraîné la suppression de la milice et du parti, mais a maintenu les options économiques socialistes : son but était, semble-t-il, de mettre de la clarté dans l'économie et d'assurer un certain contrôle démocratique.

Tout cela laisse assez entendre que le socialisme, malien s'est soucié, avant tout, d'idéologie, pensant qu'il fallait "former" les esprits avant de transformer la réalité économique. Quelles étaient donc les perspectives idéologiques proposées au pays et, singulièrement, à sa jeunesse (cf. les programmes d'enseignement) ? Jusqu'en 1967, on distinguait nettement entre l'idéologie marxiste léniniste, d'une part, et la philosophie athée et matérialiste, d'autre part, pensant pouvoir retenir la première en refusant la seconde. On tendait à une certaine synthèse entre religion et socialisme marxiste et l'enseignement allait dans ce sens. Après août 1967, les nouveaux programmes "passaient de Marx à Mao et aux manuels soviétiques : des cours de formation idéologique étaient assurés un peu partout, qui ne faisaient plus les distinctions tentées auparavant ; la "révolution culturelle" tendait alors à éveiller une lutte des classes et un certain "gauchisme", où l'athéisme trouvait aussi sa place. Le coup d'Etat militaire de 1968, s'il a supprimé toute formation idéologique, a maintenu tel quel le programme de philosophie dans les lycées. Il faut savoir que de nombreux Maliens ont été formés intellectuellement à l'Est.

Si le socialisme malien a développé une formation idéologique, actuellement mise en veilleuse, a-t-il réussi, pour autant, à développer une nouvelle attitude du citoyen "face à la nature" ? Il semble qu'il n'ait réussi qu'à faire coexister pacifiquement une "mentalité de subsistance" et une "mentalité de consommation", alors qu'il aurait peut-être fallu développer une "mentalité d'entrepreneur"... en vue du développement économique. Un certain équilibre de fait s'est opéré entre le vieux fond africain traditionnel, l'Islam plus ou moins ancien, l'engagement politique socialiste marxiste léniniste et... les évolutions socio-culturelles requises par la vie "moderne". On pourrait même penser que ces plans correspondent à des degrés divers de réalité et de vérité, la vie quotidienne, d'une part, et la réalité profonde de l'homme et de Dieu, d'autre part, constituant le seul plan de la réalité plénière. Le péril n'est pas illusoire, pour une idéologie, de n'être qu'un "système symbolique" se surajoutant à tant d'autres.

QUELQUES CONCLUSIONS ET REFLEXIONS

On voudrait ici, brièvement, réfléchir au "socialisme" original développé par les expériences dont on vient de brosser les grandes lignes, s'interroger sur le "développement" qu'il entend assurer, se demander s'il fait appel à un nouveau type d'homme musulman et, enfin, se recueillir pour pressentir comment on peut envisager sympathiquement tout cela.

1) - De quel socialisme s'agit-il ?

Tous ces socialismes arabes, vus du dehors ou sentis du dedans, correspondent très peu à l'idée que l'on se fait d'ordinaire du socialisme en Europe (pays développés) où le socialisme est un socialisme contestataire de répartition (à l'Ouest) ou un socialisme concerté d'expansion (à l'Est). Au Mali comme en Égypte, en Syrie, en Tunisie et en Algérie, le socialisme est contemporain ou presque de la lutte anti-coloniale, participe directement à la naissance ou à la consolidation de jeunes nations et s'inscrit dans une évolution mondiale plus vaste où les peuples du Tiers-Monde ont à assumer leur développement.

Les socialismes analysés ont donc en commun d'être un refus du capitalisme, lié historiquement au colonialisme, une affirmation intransigeante de la personnalité nationale à édifier suivant une ligne spécifique et dans l'unanimité de toutes les "catégories sociales" de la nation, une volonté de développement "global" qui soit à la fois économique, culturel et humaniste, voire spirituel, ce qui le met d'emblée au service de l'homme.

Tous ces socialismes se présentent comme une option économique-culturelle qui s'impose, inéluctablement, pour faire disparaître le sous-développement, introduire le rationnel en économie et assurer à tous les citoyens la justice, le bien-être et le progrès. Les principaux moyens employés par ces socialismes sont les nationalisations, la réforme agraire, la planification, l'industrialisation, le travail considéré comme critère de distribution du profit et la priorité accordée au bien commun et aux "services".

Chacun de ces socialismes a cependant sa figure propre : les étapes de sa formation sont spéciales à chaque situation nationale, le socialisme "en acte est souvent antérieur à la doctrine, laquelle s'élabore au fil de la construction socialiste, comme pour interpréter celle-ci, avant que l'idéologie vienne enfin (ou, parfois, parallèlement) la justifier pour mieux mobiliser les masses, multiplier les énergies, engendrer une volonté de développement, changer les mentalités et, parfois, rassurer d'éventuels opposants. Aucun de ces socialismes ne s'affirme comme "musulman" ; deux d'entre eux (R, A, U, et Syrie-Ba'rh) s'affirment comme "arabes" et se définissent comme suit, par rapport au marxisme :

- Le socialisme arabe reconnaît l'existence de Dieu, des valeurs morales et spirituelles prônées par les "religions révélées" : il n'y a pas d'opposition entre foi religieuse et socialisme, mais bien plutôt connivence pour développer des vertus sociales communes au service de l'homme ;
- Il admet la propriété privée dans la mesure où elle remplit sa fonction sociale ;
- Il refuse la lutte des classes et encore plus la dictature d'une "classe" sociale à l'exclusion des autres ;
- Il refuse de se fondre dans une "internationale" quelconque.

Ces quatre caractéristiques valent équivalamment pour les socialismes malien, algérien et tunisien, en y mettant les nuances nécessaires.

2) - De quel "développement" s'agit-il ?

Les socialismes envisagés se veulent tous des socialismes de développement : ils sont à son service. Faut-il se demander s'ils représentent la solution la plus adéquate, la plus efficace et la plus rapide en vue du développement ? Pour nous, ces socialismes sont d'abord des faits sur lesquels nous n'avons guère de prise ; bien plus, il convient de sortir résolument de la seule optique économique, la "volonté de développement" étant aussi importante que les "techniques de développement". En effet,

le développement recherché pour tout le peuple est "global", visant à la fois l'économique, le culturel, le politique, l'idéologique et les valeurs supérieures d'humanité, Il pourra se faire, parfois, qu'un développement d'ordre culturel vienne temporairement ralentir le développement économique, Faudrait-il le contester au titre d'une priorité accordée à ce dernier ? Il ne semble pas, car, d'une part, les socialismes de ces pays visent à promouvoir tout l'homme et, d'autre part, les "modèles" européens de développement ne sont pas nécessairement les meilleurs !

3) - *Y a-t-il "appel" à un nouveau type d'homme musulman ?*

La question est d'importance, or les réponses sont, ici, très diverses. Il semble cependant que l'on puisse formuler trois hypothèses à ce sujet. Selon un certain regard, le développement assuré par la voie socialiste, dans les pays évoqués plus haut, rejoint celui des pays du Tiers-Monde : il fait appel à l'homme, sans plus, mais à un homme nouveau, désaliéné jusqu'au plan des mentalités profondes, ayant renouvelé son regard sur la nature, au sens philosophique du terme.

Et pourtant, dès lors qu'on est sensible aux valeurs musulmanes (ou, plus simplement, religieuses), force est de reconnaître que les caractéristiques du "socialisme arabe" et des socialismes destourien et algérien coïncident étrangement avec les vertus sociales proposées par l'Islam de toujours, et singulièrement par celui des Origines : justice sociale, "solidarisme" égalitaire, entraide fraternelle, fonction sociale de la propriété, valeur éminente du travail. A certains égards, en effet, le socialisme des pays intéressés (parfois appelé "arabe") semble être une reprise (ou une "résurrection", ba'th) laïque (plus ou moins) ou, plutôt "sécularisée" (en utilisant parfois le vocabulaire religieux musulman) des vertus sociales de l'Islam pour les assurer, les exalter et les vivre "nationalement" sans que la motivation religieuse intervienne explicitement (sauf dans les cas de "concordisme" ou pour les besoins de l'idéologie), mais en vue du développement humain global de la communauté nationale.

Les avis sont alors partagés quand il s'agit d'interpréter ce fait. Certains, plus sensibles à l'homme musulman dit "traditionnel" (contesté par les "réformistes" et par les musulmans "modernes") insisteront sur la nécessité d'un nouveau type d'homme musulman. D'autres, plus au fait de la revendication éthique des musulmans "instruits" qui savent ce qu'ils veulent être, penseront que l'homme musulman tel que le veut l'Islam est apte à ce développement par le socialisme, l'Islam comme le Christianisme étant d'abord une religion et n'incluant aucune doctrine économique précise. Cependant quelques uns pensent encore qu'un tel musulman est appelé à renouveler son anthropologie et aussi sa manière d'être musulman (intérieurisation de la foi, abandon de certaines pratiques, souci de l'action méritoire authentifiant la foi, etc...). Il est certain que les transformations sociales en cours dans les divers pays envisagés plus haut vont dans le sens d'une relative laïcisation, quant aux manifestations extérieures de la foi : si, de plus, la "foi personnelle" venait à disparaître, le danger serait grand de voir ces sociétés vivre les vertus de l'Islam, sécularisées ou laïcisées, sans qu'elles n'aient plus leur fondement théologique.

4) - *Comment donc apprécier finalement ces socialismes de développement qui semblent impliquer un nouveau type d'homme musulman ?*

Même si l'on ne partage pas les convictions économiques de ceux qui ont fait choix du socialisme pour "développer" leur pays (après tout, il y a plusieurs techniques de développement !), on est cependant appelé à en partager les valeurs humaines indéniables, dans la mesure justement où tous les socialismes ici envisagés se veulent au service de l'homme, d'une société plus juste et d'un monde plus fraternel. Il pourra se faire, sans doute, que l'option socialiste vienne momentanément réduire certaines libertés dont on avait pris le goût en d'autres circonstances et qui semblent essentielles à la personne humaine. C'est peut-être une collaboration intelligente et désintéressée à l'entreprise socialiste nationale, de la part de tous les nationaux et des coopérants ou hôtes étrangers, qui garantira immédiatement quelques unes de ces libertés et assurera, pour demain, l'épanouissement des autres, parce qu'alors moins formelles et plus réelles.

En outre, tout croyant, et a fortiori tout chrétien, saura lire les "signes de l'Esprit" à travers cette édification douloureuse d'une cité plus humaine et plus juste. L'un et l'autre savent très bien qu'il est difficile à l'homme de répondre aux avances de Dieu quand il est encore aliéné et soumis à l'injustice. A travers toutes les tâches temporelles et spirituelles, c'est l'action de Dieu que l'un et l'autre doivent rejoindre, dans le respect de ses cheminements mystérieux : c'est jusque là que devrait aller l'intériorisation de la foi. Peut-être l'un et l'autre rencontreront-ils alors en eux même qui luttent le plus durement pour édifier leur pays, la vraie dimension de leur vocation d'hommes croyants, la vraie démarche d'intériorisation "active" de leur foi, parce que plus soucieuse de justice et de fraternité pour un monde que Dieu veut juste et fraternel.

M. BORRMANS.



S. M. A. Comprendre
20, rue du Printemps
PARIS
C. C. P. : 15 263 74